

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Pacific Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

Title - Sujet RISO LOCATION ÉQUIPEMENT LOURD		
Solicitation No. - N° de l'invitation W0103-146010/A		Date 2014-08-11
Client Reference No. - N° de référence du client W0103-146010		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VIC-240-6529
File No. - N° de dossier VIC-4-37026 (240)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-09-22		Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hogg(VIC), Mike		Buyer Id - Id de l'acheteur vic240
Telephone No. - N° de téléphone (250)363-3916 ()		FAX No. - N° de FAX (250)363-3344
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CFB ESQUIMALT STN FORCES P.O.BOX 17000 VICTORIA British Columbia V9A7N2 Canada		
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0103-146010/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

VIC-4-37026

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic240

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0103-146010

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables

-
5. Responsables
 6. Utilisateurs désignés
 7. Procédures pour les commandes subséquentes
 8. Instrument de commande
 9. Limite des commandes subséquentes
 10. Limitation financière
 11. Ordre de priorité des documents
 12. Attestations
 13. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

- | | |
|------------|---|
| Annexe A - | Énoncé des travaux |
| Annexe B - | Base de paiement |
| Annexe C - | Renseignements à fournir |
| Annexe D - | Exigences en matière d'assurance |
| Annexe E - | Liste de Vérification des exigences relatives à la sécurité |

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et toute autre annexe.

2. Résumé

La présente demande d'offre à commandes principale et régionale (OCPR) vise à fournir de l'équipement lourd de même que des opérateurs chevronnés pour appuyer des projets de construction et de réparation, à la demande. L'offre à commande sera d'une durée de 3 ans à compter de la date d'attribution.

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMP), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-06-26) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du guide des CCUA

M0019T(2007-05-25) Prix et(ou) taux fermes

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copies papier)
Section II : offre financière (1 copies papier)
Section III: attestations (1 copies papier).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe X, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paie ment par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1. Évaluation technique**1.1.1 Critères techniques obligatoire**

1. Pour être jugée recevable, la proposition doit satisfaire à TOUTES les exigences obligatoires suivantes de la demande de soumissions :
 - a. Démontrer la conformité à toutes les exigences obligatoires de l'annexe A.
 - b. Fournir une base de paiement.
2. Les soumissions qui ne répondent pas à toutes les exigences obligatoires seront rejetées.

1.2 Évaluation financière

Les offrants doivent remplir un tableau distinct, à l'annexe B - Base de paiement, pour CHAQUE ZONE à l'égard de laquelle ils souhaitent soumissionner.

1.2.2 Évaluation du prix

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

2. Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

2.1 Offres à commandes multiples

Les services seront requis dans 2 zones. Le Ministère pourrait établir une offre à commandes auprès d'un seul fournisseur pour des zones multiples.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des

instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :

-
- a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
 3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN:

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (**VOD**) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent **TOUS** détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe E;
 - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus de 2 ans à compter de l'émission de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Mike Hogg

Spécialiste de l'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Approvisionnements - Victoria

Téléphone: 250-363-3916

Courriel : mike.hogg@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Offeror's Representative

Name: _____

Title: _____

Telephone: ____ - ____ - _____

Facsimile: ____ - ____ - _____

E-mail address: _____

6. Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11.

7. Procédures pour les commandes

Pour les biens ou services commandés en vertu d'une offre à commandes qui en résulte, l'utilisateur désigné permet d'autoriser ou de confirmer l'aide sur des instruments des commandes ci-dessous.

L'initiateur n'acceptera aucune des commandes subséquentes des contre toute offre à commandes résultante d'aucune autorité autre que l'utilisateur désigné indiqué dans les présentes. Les commandes subséquentes peuvent être faites contre toute offre à commandes qui en résulte pour les acquisitions devant être livrés au-delà de la date d'expiration de la formule fournie PWGSC-TPSGC 942 est soumis à

l'initiateur par la date d'expiration. Tous les commandes subséquentes des faire référence au numéro de série offre à commandes à la page 1 de toute offre à commandes qui en résulte.

8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou un document électronique.

9. Limite des commandes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 60 000 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

10. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

-
- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
 - b) les articles de l'offre à commandes;
 - c) les conditions générales 2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
 - d) les conditions générales 2010C (2014-06-26), Conditions générales - services (complexité moyenne);
 - e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
 - f) l'Annexe « B », Base de paiement;
 - g) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2014-06-26), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2014-06-26), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Basis of Payment - Limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B , jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$(insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

4.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.3 Clauses du guide des CCUA

A9117C(2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

H1001C(2008-05-12) Paiements multiples

4.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

- 1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être envoyées au bureau des contrats de construction de la base au plus tard 30 jours après la date d'achèvement des travaux.

3. Pour les projets de longue durée, avec l'autorisation du responsable sur place, l'entrepreneur pourra présenter des factures partielles à la fin de chaque mois.

4. Les factures doivent être distribuées comme suit:

(a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Assurances

6.1 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7. Clauses du guide des CCUA

A9062C(2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Besoin

Fournir de l'équipement lourd et des opérateurs formés et chevronnés pour l'officier du génie construction de la base, ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes Esquimalt, à Victoria (Colombie-Britannique), selon les besoins.

Corps de métier

Les travaux énoncés dans la présente entente doivent essentiellement être accomplis par des opérateurs d'équipement lourd certifiés et chevronnés. Aucune sous-traitance au sein de ce corps de métier principal ne sera autorisée dans le cadre de la présente entente sans l'autorisation écrite expresse de l'autorité contractante (TPSGC). L'autorisation de recourir à un sous-traitant pour les travaux principaux ne sera envisagée que dans des circonstances exceptionnelles, au cas par cas.

NOTA : L'offrant ne sera pas autorisé à passer un marché de sous-traitance avec un entrepreneur qui détient une partie de la même offre à commandes.

Lieu des travaux

Zone 1 :

Les lieux des travaux sont, entre autres, le casernement Work Point, l'arsenal maritime (Naden), Royal Roads, Albert Head, Patricia Bay, Colwood, Rocky Point, le manège de Bay Street, le manège de Vanalman Street, Belmont Park et le champ de tir Heals, qui font partie de la BFC Esquimalt.

Casernement Work Point

Casernement Work Point	À environ 5 km à l'ouest de Victoria par Esquimalt Road et la rue Head Sud, sur environ 1 km de la barrière de Work Point – intersection des rues Head et Lyall.
Arsenal Esquimalt	À environ 8 km à l'ouest de Victoria, à l'extrémité ouest d'Esquimalt Road. Naden et Admirals Road, à environ 1 km au nord de l'intersection d'Esquimalt Road et d'Admirals Road
Collège militaire Royal Roads	À l'ouest de Victoria par les routes 1 et 1A, jusqu'à Colwood Corners, puis environ 2 km par Sooke Road, jusqu'à l'entrée gardée du côté sud de Sooke Road.
Albert Head	Au sud-ouest de Victoria par les routes 1 et 1A, Sooke Road, Metchosin Road et Duke Road, sur environ 1 km vers le sud sur Albert Head Road, jusqu'à la barrière d'entrée gardée.
Patricia Bay	Au nord de Victoria par la route Patricia Bay, jusqu'à McTavish Road, vers l'ouest jusqu'à Willingdon Road, puis environ 3 km jusqu'à Kitty Hawk Road.
Manège de Bay Street	715, rue Bay, au coin des rues Bay et Douglas Victoria.
Manège d'Ashton	724, rue Vanalman, à l'est du carrefour de la rue Glanford et de l'avenue Valalman, Victoria.
NCSM <i>Malahat</i>	20, rue Huron, à l'ouest de l'intersection de Dallas Road et de la rue Huron, dans James Bay.
Colwood	À l'ouest de Victoria, par les routes 1 et 1A, jusqu'à Wilfert Road, puis à gauche sur environ 0,5 km jusqu'à la barrière gardée. Belmont Park : à l'ouest de Victoria par les routes 1 et 1A jusqu'au boul. Ocean, puis à gauche sur environ 1 km jusqu'à Belmont Park.
Rocky Point	Au sud-ouest de Victoria par les routes 1 et 1A jusqu'à Sooke Road, puis à gauche sur Happy Valley Road jusqu'à Rocky Point Road, puis à droite jusqu'à East Sooke Road et à gauche jusqu'à la barrière d'entrée gardée.
Champ de tir Heals	À environ 7 km au nord de Victoria sur l'avenue Blanshard, direction nord (route 17) jusqu'à l'embranchement de la rue Quadra, puis vers l'ouest et vers le nord par West Saanich Road (route 17A) sur environ 5 km jusqu'à Wallace Drive. Poursuivre vers le nord environ 2 km sur Wallace Drive, jusqu'au champ de tir.
Nanaimo	À environ 100 km au nord de Victoria par la Transcanadienne.
CEEMFC/Nanoose	À environ 130 km au nord de Victoria par la Transcanadienne.

Zone 2

Nanaimo À environ 100 km au nord de Victoria par la Transcanadienne. CEEMFC/Nanoose À environ 130 km au nord de Victoria par la Transcanadienne.

Définitions

Responsable sur place	Lorsque les documents le mentionnent, le responsable sur place sera l'officier du génie construction de la base (O GC B) ou son représentant autorisé. Le représentant autorisé sera normalement le coordonnateur du contrat ou le bureau de projet qui déterminera l'ampleur des travaux et fera des inspections régulières pour s'assurer de la conformité.
Travaux	Prestation de la main d'œuvre, des matériaux, de l'équipement et des moyens de transport nécessaires pour accomplir et compléter les services demandés selon les normes définies ailleurs dans le présent document. Tous les travaux se feront « à la demande » et les détails des besoins seront inclus dans la demande.
Entrepreneur	Personne, partenariat ou entreprise en propriété unique ou en société qui assume l'exécution de la présente entente.
Services d'urgence	En cas d'urgence, l'entrepreneur peut avoir à fournir des services de soutien, dans la limite de ses capacités et en dehors des besoins normaux de la présente entente. Il peut s'agir, par exemple, de services de déneigement nécessitant l'utilisation d'équipement spécial et un nombre considérable d'heures supplémentaires.
Responsable sur place	L'autorité du responsable sur place comporte : a) le pouvoir de décider de toute partie des travaux à effectuer au niveau de qualité précisé dans le contrat proposé; b) le pouvoir de déterminer, d'accepter ou de rejeter pour défaut de qualité tout ouvrage et tout équipement ou matériau utilisé dans l'exécution des travaux; c) le pouvoir de définir le domaine de responsabilité de l'entrepreneur dans le cadre du contrat proposé.
Téléphone	L'entrepreneur doit maintenir une ligne téléphonique accessible de manière continue au cours des heures ouvrables normales (8 h à 16 h 30), du lundi au vendredi. L'entrepreneur doit également fournir un (ou plusieurs) numéro de téléphone d'urgence. Il est acceptable de fournir un numéro de téléavertisseur, mais si cela devait entraîner des retards déraisonnables, l'utilisation d'un téléavertisseur ne sera plus autorisée. Un répondeur téléphonique n'est pas un substitut acceptable.

**Prévention incendie et sécurité
incendie et sécurité
sécurité****Prévention
incendie et
sécurité**

Les déplacements dans les divers lieux de travail sont assujettis aux restrictions suivantes : Les véhicules de l'entrepreneur doivent observer strictement les limites de vitesse.

Les règles de sécurité et de sûreté établies par le MDN doivent être strictement respectées. L'entrepreneur est responsable de veiller à ce que son personnel respecte toutes les règles et règlements.

Les règles de sécurité et de sûreté établies par le MDN doivent être strictement respectées. L'entrepreneur est responsable de veiller à ce que son personnel respecte toutes les règles et règlements.

La BFC Esquimalt est un établissement où il est INTERDIT DE FUMER. Les restrictions et les autres panneaux interdisant de fumer doivent être strictement respectés.

L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par la négligence de ses employés ou l'inobservation des mesures de sécurité incendie et de sécurité générales.

Le stationnement des véhicules sera réglementé par le contrôle de la circulation sur la base.

L'entrepreneur doit observer et faire observer les mesures de sécurité en construction prescrites par le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction 1975, les codes du gouvernement provincial, la Commission des accidents du travail et les règlements et arrêtés municipaux.

En cas de conflit entre les dispositions des codes et règlements susmentionnés, les plus strictes s'appliqueront.

L'entrepreneur doit observer les prescriptions du service d'incendie de la base.

L'entrepreneur doit fournir les extincteurs en fonction des besoins évalués par le chef des pompiers, pour protéger le travail en cours et les installations physiques de l'entrepreneur sur les lieux, en cas d'urgence.

Le chef du service d'incendie doit être avisé de tous les « travaux à chaud » lorsqu'il s'agit de soudage, de coupage ou d'utilisation de torches ou de « salamandres » dans les bâtiments ou les installations, et il doit délivrer les permis nécessaires. Des précautions particulières doivent être prises pour protéger la vie et les biens contre l'incendie et les explosions.

Sur tout chantier présentant des dangers ou des risques liés à l'emploi de la chaleur, il faut maintenir un piquet d'incendie disposant de moyens d'extinction suffisants. C'est le chef du service d'incendie qui déterminera les secteurs présentant des risques d'incendie et précisera les modalités de déploiement des piquets d'incendie. C'est à l'entrepreneur qu'il incombe de fournir le personnel et l'équipement du piquet d'incendie en fonction de l'échelle des risques établie de concert avec le chef du service d'incendie.

Le chef du service d'incendie doit être informé de tous les travaux susceptibles d'entraver l'intervention des services d'incendie, comme une réduction de la hauteur libre minimale déterminée par le chef du service d'incendie, d'obstacles divers, de la fermeture de voies de circulation et de travaux d'excavation divers.

Les matériaux et l'équipement de l'entrepreneur ne doivent pas encombrer les lieux de manière déraisonnable.

L'entrepreneur doit déplacer les matériaux ou l'équipement qui peuvent entraver les opérations quotidiennes des divers sites ou des autres entrepreneurs.

L'entrepreneur doit consulter le responsable sur place au moins 24 heures avant d'entreprendre des travaux, sauf pour les interventions d'urgence (délai : 8 heures).

Prestation des services

Pour les besoins courants, l'équipement doit être disponible moyennant un préavis de huit (8) heures.

Pour les travaux d'urgence, l'équipement doit être disponible moyennant un préavis de deux (2) heures. Il n'est pas permis de sous-traiter les travaux principaux, sauf en cas d'urgence.

Sécurité

Sur demande, l'entrepreneur doit fournir à l'officier de sécurité de la BFC Esquimalt une liste de tous les employés affectés au contrat.

Dommages

Tous les dommages résultant des travaux effectués par l'entrepreneur ou son représentant doivent être réparés sans frais pour l'État sur avis du responsable sur place.

Normes du travail

Tous les travaux visés par le présent contrat doivent respecter les normes les plus élevées et être effectués par des opérateurs d'équipement chevronnés, à l'entière satisfaction du responsable sur place.

L'entrepreneur doit effectuer les travaux en conformité avec le Code national du bâtiment du Canada (CNB) et tous les autres codes municipaux ou provinciaux applicables, étant entendu qu'en cas de conflit ou de contradiction, ce sont les exigences les plus strictes qui s'appliqueront.

Formation

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les employés affectés à des travaux sur les propriétés du MDN ont reçu une formation appropriée sur le plan des règles de sécurité applicables à l'équipement requis pour remplir les conditions de la présente offre à commandes.

Permis d'excavation

L'entrepreneur ne doit pas entreprendre de travaux d'excavation sans permis signé et valide pour le site.

Inspection des travaux

Le responsable sur place effectuera une inspection des travaux visés par le contrat. À cette occasion, il évaluera la qualité d'exécution et le respect des normes pour les travaux effectués par l'entrepreneur.

Achèvement des travaux

L'entrepreneur doit aviser l'officier du génie construction ou chargé de projet 24 heures avant l'achèvement des travaux.

Protection de l'environnement

- a. Il est interdit de brûler des détritrus ou des déchets sur les lieux;
- b. Il est interdit d'enfouir des détritrus ou des déchets sur les lieux;
- c. Il est interdit de déverser des déchets liquides ou des substances volatiles, comme des essences minérales, huiles ou diluants à peinture, dans les cours d'eau et les égouts d'eaux pluviales ou sanitaires;
- d. Les produits volatiles doivent être déposés dans des contenants métalliques et évacués chaque jour du chantier.

Substances dangereuses

Si l'entrepreneur utilise sur le chantier des matières toxiques ou dangereuses, des produits chimiques, des explosifs ou toute autre substance présentant un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, il devra se conformer aux normes du Code national de prévention des incendies du Canada.

Nettoyage du chantier

Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit enlever l'ensemble des matériaux, des outils, de l'équipement et des débris et laisser le lieu des travaux propre et rangé, à la satisfaction de l'officier du génie construction.

ANNEXE B

Base de paiement

Les prix sont tout compris pour la fourniture de main-d'oeuvre, les outils, l'équipement et les matériaux nécessaires, le transport, le kilométrage, l'hébergement et les repas. Aucun autre frais ne sera autorisé. Les taux horaires présentés ci-dessous ne comprennent pas les taxes applicables. Toutes les taxes applicables sont en sus.

ZONE 1 – CFB ESQUIMALT

Liste d'équipement, avec opérateur			An 1 Taux horaire	An 2 Taux horaire	An 3 Taux horaire	Subtotal
Excavatrices hydrauliques						
	Poids	Taille du godet de creusage				
Classe 7	42 000 à 52 000 lb (20 à 23 tonnes) Exemples: Cat 320, John Deere 200 ou 225, Hitachi EX200, Hyundai 210, Kobelco 200 ou 210, Komatsu PC200 ou Komatsu PC228, Volvo EC210	1 verge	\$	\$	\$	
Accessoire de compaction			\$	\$	\$	
Marteau piqueur (accessoire)			\$	\$	\$	
Chargeuse/pelle rétrocaveuse (pneus en caoutchouc)						
	Puissance	Profondeur de creusage				
Classe 1	80 à 100 HP Pelle avant quatre-en-un	18 pieds	\$	\$	\$	
Pelle rétrocaveuse pour le déblaiement de la neige			\$	\$	\$	
Accessoire de compaction			\$	\$	\$	
Marteau piqueur (accessoire)			\$	\$	\$	
4 roues motrices			\$	\$	\$	
VÉHICULES DE TYPE BOBCAT						
Véhicule de type Bobcat	S130 ou l'équivalent		\$	\$	\$	
Chargeuses à roues						
	TAILLE DU GODET (RAS BORD)	PUISSANCE				

Classe 2	2 - 2-1/2 verges	90 - 130 HP	\$	\$	\$	
Classe 4	3-1/2 - 4 verges	150 - 200 HP	\$	\$	\$	
Grues mobiles et à chenilles						
(hydrauliques)						
30 tonnes			\$	\$	\$	
40 tonnes			\$	\$	\$	
Camion et unités combinées						
Plateaux surbaisses et plateaux surelevés avec camion tandem	TYPE					
	40 tonnes		\$	\$	\$	
Camions à benne (tonnes métriques environ)	TYPE	POIDS				
	Tandem et avant-train à sellette	25 à 27 tonnes métriques	\$	\$	\$	
Camion-pompe à béton						
Flèche de 60 pi			\$	\$	\$	
Flèche de 100 pi			\$	\$	\$	
Flèche de 120 pi			\$	\$	\$	
Divers						
Camion à eau à barre de pulvérisation			\$	\$	\$	
Épandeur de sable et de sel	Au moins 3 verges cubes		\$	\$	\$	
Canalisations de 2 po et de 3 po			\$	\$	\$	
Matériel consommable	Majoration (%)		\$	\$	\$	

ZONE 2 – CF METRE NANOOSE BC / NANAIMO BC

Liste d'équipement, avec opérateur			An 1 Taux horaire	An 2 Taux horaire	An 3 Taux horaire	Subtotal
Excavatrices hydrauliques						
	Poids	Taille du godet de creusage				
Classe 7	42 000 à 52 000 lb (20 à 23 tonnes) Exemples: Cat 320, John Deere 200 ou 225, Hitachi EX200, Hyundai 210, Kobelco 200 ou 210, Komatsu PC200 ou Komatsu PC228, Volvo EC210	1 verge	\$	\$	\$	
Accessoire de compaction			\$	\$	\$	
Marteau piqueur (accessoire)			\$	\$	\$	
Chargeuse/pelle rétrocaveuse (pneus en caoutchouc)						
	Puissance	Profondeur de creusage				
Classe 1	80 à 100 HP Pelle avant quatre-en-un	18 pieds	\$	\$	\$	
Pelle rétrocaveuse pour le déblaiement de la neige			\$	\$	\$	
Accessoire de compaction			\$	\$	\$	
Marteau piqueur (accessoire)			\$	\$	\$	
4 roues motrices			\$	\$	\$	
VÉHICULES DE TYPE BOBCAT						
Véhicule de type Bobcat	S130 ou l'équivalent		\$	\$	\$	
Chargeuses à roues						
	TAILLE DU GODET (RAS BORD)	PUISSANCE				
Classe 2	2 - 2-1/2 verges	90 - 130 HP	\$	\$	\$	
Classe 4	3-1/2 - 4 verges	150 - 200 HP	\$	\$	\$	
Grues mobiles et à chenilles						
(hydrauliques)						
30 tonnes			\$	\$	\$	
40 tonnes			\$	\$	\$	
Camion et unités combinées						
Plateaux surbaisses et plateaux surelevés avec camion tandem	TYPE					
	40 tonnes		\$	\$	\$	

Solicitation No. - N° de l'invitation Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W3534-113292/A

vic211

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W3534-113292

VIC-1-34571

Camions à benne (tonnes métriques environ)	TYPE	POIDS				
	Tandem et avant-train à sellette	25 à 27 tonnes métriques	\$	\$	\$	
Camion-pompe à béton						
Flèche de 60 pi			\$	\$	\$	
Flèche de 100 pi			\$	\$	\$	
Flèche de 120 pi			\$	\$	\$	
Divers						
Camion à eau à barre de pulvérisation			\$	\$	\$	
Épandeur de sable et de sel	Au moins 3 verges cubes		\$	\$	\$	
Canalisations de 2 po et de 3 po			\$	\$	\$	
Matériel consommable	Majoration (%)		\$	\$	\$	

ANNEXE C

Renseignements à fournir

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin; Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre; Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre; Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Nom du fournisseur :	
Lieu :	
Zone :	

N° de la commande subséquente	Lieu de travail	Identification de l'équipement ou numéro d'identification correspondant	Total des frais de location \$	Matériel consommable \$
Total				

Annexe D

Exigences en matière d'assurance

1. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

-
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - i. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - ii. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - iii. Garantie non-assurance des tiers;
 - iv. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

3. Environmental Impairment Liability Insurance

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - i. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - ii. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - iii. Garantie non-assurance des tiers;
 - iv. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

3. Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Type 2 : « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Type 2 : « Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution » doit comprendre les éléments suivants :
 - i. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - ii. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - iii. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - iv. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - v. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
W3534-113292/A		vic211
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
W3534-113292	VIC-1-34571	

Annex E

Liste de Vérification des exigences relatives à la sécurité